

## DEMANDE DE PROPOSITIONS LRPS-BRD-2020-9163199

LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF) BURUNDI  
Lance une demande de propositions en vue d'établir un Contrat Institutionnel pour :

**Service de consultance pour l'Analyse du Marché de l'Assainissement et de l'Hygiène au Burundi**

**Date d'émission : 10.09.20201**

**Date de clôture : 01.10.2021 à 16h00, Heure de Bujumbura**

### INFORMATIONS IMPORTANTES - ESSENTIELLES

Les propositions peuvent être envoyées par courrier électronique à l'adresse suivante : [burundisupply@unicef.org](mailto:burundisupply@unicef.org) **au plus tard le 1er Octobre 2021 à 16h00, Heure de Bujumbura avec mention de la référence : LRPS-BRD-2021-9169939 « Service de consultance pour l'Analyse du Marché de l'Assainissement et de l'Hygiène au Burundi ».**

**IMPORTANT :** Les propositions seront invalidées si elles sont reçues après la date stipulée ou envoyées à une adresse autre que celle indiquée ci-haut même si elles sont reçues avant le délai indiqué.

Le dossier de soumission doit être composé par une Proposition Technique et une Proposition Financière. Les deux fichiers différents doivent être clairement identifiés comme tels.

**La Proposition Financière doit être verrouillée d'un mot de passe, qui vous sera demandé lors de l'ouverture des propositions financières, sous réserve de l'éligibilité de la proposition technique.**

Les demandes d'informations supplémentaires doivent être envoyées par écrit à [Burundi\\_Supply@unicef.org](mailto:Burundi_Supply@unicef.org) pour les questions techniques et les questions liées au document de demande de propositions au plus tard le 28/09/2021.

Il est important de lire toutes les dispositions de la présente Demande de Propositions pour bien comprendre les conditions de l'UNICEF et pouvoir soumettre une proposition qui respecte ces conditions.

**Approuvée par :**

*Supply & Logistics Specialist* **Signature** \_\_\_\_\_

## FORMULAIRE DE L'OFFRE

**CETTE PAGE /FORMULAIRE DE L'OFFRE** doit être remplie, signée et renvoyée à l'UNICEF. L'offre doit être faite en respectant les directives contenues dans la présente Demande de Propositions de Services.

### TERMES ET CONDITIONS DU CONTRAT

Tout Contrat basé sur cette demande de propositions doit comprendre (a) les Termes et Conditions Générales des Contrats Institutionnels de Services de l'UNICEF ; et (b) tous Termes et Conditions Spécifiques détaillés dans ce document d'appel d'propositions.

### INFORMATION

Le Soussigné ayant lu et compris la présente **LRPS-BRD-2021-9169939**, et ayant accepté les termes et conditions définis dans cette Requête de Proposition de Services, se propose par la présente de fournir les services précisés dans les Annexes à cette Requête de Proposition de Services au coût ou coûts proposés, conformément au cahier des charges établi et sous réserve des Termes et Conditions définis ou précisés dans la présente Requête d'Proposition de Services.

Signature: \_\_\_\_\_

Date: \_\_\_\_\_

Nom & Fonction: \_\_\_\_\_

Société: \_\_\_\_\_

Adresse Postale: \_\_\_\_\_

Numéro de tél.: \_\_\_\_\_

E-mail: \_\_\_\_\_

Validité de l'offre : \_\_\_\_\_

Monnaie de l'offre: USD (dollars USA)

## 1. CONTEXTE

### 1.1 Contexte général de la mission

L'UNICEF travaille dans 190 pays et territoires pour protéger les droits de chaque enfant. Depuis 70 ans, UNICEF s'efforce d'améliorer la vie des enfants et de leurs familles. La défense des droits des enfants tout au long de leur vie nécessite une présence mondiale, visant à produire des résultats et à comprendre leurs effets. UNICEF estime que tous les enfants ont le droit de survivre, de s'épanouir et de réaliser leur potentiel - au profit d'un monde meilleur. Selon, l'OMS/UNICEF (2019), 2 milliards de personnes ne disposent même pas d'un service d'assainissement de base et 673 millions de personnes dans le monde pratiquent encore la défécation en plein air. La nécessité de se concentrer sur la fourniture de services et produits est particulièrement critique dans les communautés où la défécation à l'air libre est faible mais où il y a de fortes proportions de latrines non améliorées (c'est-à-dire où la demande existe mais où la disponibilité de solutions abordables et ambitieuses en matière d'assainissement est limitée). Une meilleure compréhension du produit et du marché permettra à l'UNICEF d'influencer le marché et de plaider pour un engagement et une mobilisation des entreprises pour améliorer la situation de fourniture de services et produits et assurer un marché local durable pour les communautés sur le long terme.

Au Burundi, comme dans de nombreux pays en développement, la situation en matière d'assainissement est préoccupante. Selon le JMP 2019, 2,2 % de la population pratique encore la défécation en plein air. Cependant, seulement 46 % de la population utilise les services d'assainissement de base, ce qui signifie que plus de la moitié de la population utilise des services d'assainissement non essentiels. De plus, selon les estimations du JMP en 2019, le Burundi n'a pas fait de progrès considérables en matière d'assainissement au cours des 20 dernières années malgré les efforts déployés par le gouvernement et les différents partenaires. Cette situation reflète l'insuffisance de la mise en œuvre de la stratégie et de la politique d'assainissement existantes, pour stimuler le secteur au cours des 20 dernières années. En fait, la politique et la stratégie existantes visaient à créer une autorité locale, soit par le biais d'un service communal, soit par délégation, par des opérateurs privés ou des organisations de la société civile, et à fournir un soutien et une technologie appropriés pour assurer la durabilité des services d'assainissement aux ménages dans les communautés, mais les ménages se retrouvent eux-mêmes responsables des services d'assainissement sans soutien matériels et techniques approprié en matière de solutions d'assainissement et d'hygiène abordables et durables. Dans l'ensemble du pays et en particulier dans les zones rurales, environ 3 % des personnes pratiquent encore la défécation en plein air. Cependant, les ménages utilisent des services d'assainissement de base non améliorés et ne disposent pas de services de base pour le lavage des mains. Seulement 6% des ménages burundais utilisent des services de base de lavage des mains. Cette situation est liée au contexte de pauvreté, aux mentalités et aux conditions de vie des populations qui ont souffert des multiples crises sociopolitiques internes qui ont affecté leurs pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement.

Analyse des produits, services et du marché des produits liés à l'assainissement.

Une analyse détaillée du marché est essentielle pour quantifier la demande et les préférences en matière de produits, pour cartographier et segmenter les produits et services d'assainissement et d'hygiène disponibles, les lacunes et les besoins, et les fournisseurs (services et produits) existants et potentiels et pour évaluer la dynamique concurrentielle. Il est important d'évaluer non seulement le marché actuel des produits et services liés à l'assainissement, mais aussi la taille du marché potentiel non exploité.

La segmentation du marché est nécessaire pour prendre en compte les différents niveaux de services d'assainissement et d'hygiène et les technologies correspondantes. Les entreprises/artisans doivent être évalués pour identifier/évaluer la part de marché, la concurrence, les stratégies de prix et les stratégies commerciales globales afin d'identifier les forces dominantes et les innovateurs potentiels. Pour les produits d'assainissement plus sophistiqués, une analyse d'autres obstacles tels que la propriété intellectuelle, les apports manufacturiers, les processus et une analyse rudimentaire du coût des marchandises/produits doit être effectuée pour identifier les facteurs de coût et de tarification. Ces analyses peuvent également mettre en évidence dans quelle mesure l'influence sur les fournisseurs eux-mêmes, comparée au plaidoyer auprès des gouvernements et au soutien à l'environnement favorable, peut être justifiée pour surmonter les contraintes et identifier les besoins potentiels de financement des fournisseurs. En outre, l'analyse doit également évaluer le potentiel des entreprises existantes ou des nouveaux entrepreneurs à investir dans le secteur de l'assainissement. Cela inclut les potentiels entrepreneurs locaux tels que les associations de jeunes et ou de femmes, et leur intérêt à investir dans les services d'assainissement (construction/ fourniture de dalles, superstructures, etc.) et de lavage des mains (production/ vente du savon, disponibilités et modalités dans le stockage de l'eau, etc.). L'analyse doit inclure les types de soutien nécessaires aux entrepreneurs locaux en termes d'environnement favorable, de soutien financier et technique, mais aussi le potentiel local et national existant qui peut être exploré. L'analyse doit inclure le potentiel de valorisation des produits d'assainissement pour l'agriculture et l'énergie. Dans le cadre de l'analyse des besoins et de la demande, il sera très utile de considérer les derniers pré-carrés de défécation en plein air dans le pays, ce qui comprendra l'analyse des facteurs socio-économiques, techniques et culturels qui déterminent la disponibilité des latrines dans un ménage.

Les contraintes du marché doivent être évaluées (en utilisant les dimensions du tableau de bord des produits et des marchés de l'UNICEF - c'est-à-dire l'accessibilité financière, la disponibilité, l'adéquation du produit, la qualité, la concurrence du marché, les canaux de distribution et la sécurité du financement pour faciliter la demande). Dans le cadre de cette évaluation, les obstacles à l'engagement du secteur privé doivent également être évalués.

## 1.2 OBJET DE LA DEMANDE DE PROPOSITION

La présente consultation vise à solliciter des propositions en vue de la sélection d'un cabinet de consultance pour les **« Service de consultance pour l'Analyse du Marché de l'Assainissement et de l'Hygiène au Burundi »**.

L'objectif de cette Demande de Proposition de Services (DPPS) est de rechercher les services d'un groupe de consultants ou d'un bureau d'étude qualifié qui ont des connaissances dans les évaluations complexes de marché, de l'assainissement et de l'hygiène et qui sont capables d'évaluer le marché de l'assainissement et de l'hygiène au Burundi dans les délais prescrits.

### A. Conditions formelles de soumission

Cette consultation s'adresse aux bureaux d'études internationaux ayant la capacité légale de signer une entente contractuelle avec l'UNICEF.

Un soumissionnaire sera jugé inadmissible à présenter une cotation si, au moment de la soumission, il :

- i. Figure dans la Liste des fournisseurs inadmissibles publiée par l'UNGM, qui regroupe l'information partagée par l'UNICEF et par d'autres agences, fonds ou programmes du système des Nations Unies ;
- ii. Figure dans la Liste des fournisseurs suspendus ou exclus du Registre des fournisseurs de la Division des achats des Nations Unies (UN/PD) ;
- iii. Figure dans la Liste récapitulative relative aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité des Nations Unies, y compris la liste incluse dans la résolution 1267/1989 du Conseil de Sécurité ;
- iv. Figure dans Liste des fournisseurs irresponsables ou la Liste des entreprises et individus inadmissibles élaborées par la Banque Mondiale ;

Il est attendu de tous les fournisseurs qu'ils respectent les principes du Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies puisqu'ils découlent des valeurs intrinsèques de la Charte des Nations Unies. L'UNICEF attend également de tous ses fournisseurs qu'ils adhèrent aux principes du Pacte mondial des Nations unies.

#### B. Formulaire de la Proposition

Le Formulaire de l'offre rempli et signé doit être soumis en même temps que la Proposition Technique par courrier aux adresses et format indiqués dans les instructions aux soumissionnaires.

#### C. Proposition Technique

Les soumissionnaires doivent fournir les documents prouvant qu'ils disposent des capacités et ressources nécessaires pour mener à bien l'exécution de la mission. À cette fin, toutes les propositions seront accompagnées des renseignements suivants :

##### Propositions techniques et administratives

- Un chronogramme d'exécution de la mission en conformité avec le plan de travail indicatif (Voir TDR) ;
- Méthodologie d'exécution de la mission ;
- CV détaillés des consultants qui seront chargés de la mission ;
- Capacité d'organisation du Consultant dans les travaux similaires ;
- Une attestation de situation fiscale en cours de validité ;
- Une attestation de la Caisse de Sécurité Sociale en cours de validité ;
- Un document légalisé d'inscription au registre du commerce ;
- Des références des travaux similaires déjà exécutés

**Aucune information sur le prix ne doit figurer dans la proposition technique.**

#### D. Proposition financière

##### **La proposition financière comprend :**

- *Le formulaire de soumission (voir Annexe 2, ) ;*
- *La proposition financière détaillée (Honoraires des consultants, frais de subsistance sur terrain, logistiques, etc...), voir le modèle proposé à la page 15.*

**La lettre d'engagement doit être signée par une personne habilitée à engager la société.**

**La proposition financière doit être verrouillée d'un mot de passe, qui vous sera demandé lors de l'ouverture des propositions financières, sous réserve de l'éligibilité de la proposition technique.**

### 1.1 INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

Toute information que le Soumissionnaire considère comme étant sa propriété doit être clairement marquée en écrivant le mot "Propriétaire" dans la marge à gauche à côté de la partie concernée du texte. L'équipe d'évaluation de l'UNICEF traitera cette information en conséquence.

### 1.2 DROITS DE L'UNICEF

*L'UNICEF se réserve le droit d'accepter* toute Proposition, en totalité ou en partie, ou de rejeter toute proposition ou toutes les propositions. L'UNICEF se réserve le droit d'invalider toute Proposition reçue d'un Soumissionnaire qui, de l'avis de l'UNICEF, a précédemment échoué à exécuter de manière satisfaisante ou appropriée ou à achever un contrat à temps, ou toute Proposition reçue d'un Soumissionnaire qui, de l'avis de l'UNICEF, n'est pas en mesure d'exécuter le contrat à octroyer suite à cette action menée en vue d'un achat. L'UNICEF ne sera pas tenu responsable de toute dépense encourue par un Soumissionnaire en lien avec cette consultation. Le Soumissionnaire accepte de respecter la décision de l'UNICEF quant à la satisfaction ou non de cette Proposition aux conditions définies dans cette consultation. Sans limiter la généralité des droits établis ci-dessus, l'UNICEF se réserve expressément le droit, et en soumettant son Proposition, le Soumissionnaire accepte expressément ce droit de l'UNICEF de :

- Contacter l'une quelconque ou toutes les références fournies par le (s) Soumissionnaire (s) ;
- Demander d'autres données justificatives ou supplémentaires (auprès du ou des Soumissionnaire (s) ;
- Organiser des entretiens avec l'un quelconque, certains ou tous les Soumissionnaires individuellement ou collectivement ;
- Rejeter l'une quelconque ou toutes les Propositions ;
- Accepter toute Proposition en totalité ou en partie ;
- Négocier avec le Soumissionnaire ou les Soumissionnaires qui a ou ont, selon le cas, obtenu la meilleure note/classification dans l'évaluation des Propositions ;
- Octroyer des contrats au nombre de Soumissionnaires qui de l'avis de l'UNICEF, est nécessaire pour atteindre tous les objectifs de cette consultation.

**En soumettant une Proposition, le Soumissionnaire accepte la décision de l'UNICEF quant à la satisfaction ou non par son Proposition des conditions définies dans cette consultation.**

### 1.3 PROPRIETE DE L'UNICEF

Cette demande de Propositions, et toutes les réponses y relatives, seront considérées comme étant la propriété de l'UNICEF et les Propositions ne seront pas retournées aux Soumissionnaires.

### 1.4 VALIDITE

#### **[VALIDITE]**

La validité de l'offre est de **90 jours** ouvrable. Le soumissionnaire s'engage à maintenir sa proposition pendant cette période.

### 1.5 TERMES ET CONDITIONS GENERALES CONTRACTUELLES

Les Termes et Conditions Génériques et Généraux de l'UNICEF régissant les Contrats de Services Institutionnels sont joints [Annexe 1] et, seront partie intégrante de tout contrat issu de cette consultation.

## 1.6 UTILISATION DE PLEIN DROIT

Le Soumissionnaire garantit qu'il n'a conclu et ne conclura pas d'accord ou un arrangement quelconque qui contraint ou limite les droits de l'UNICEF ou de tout partenaire d'exécution à utiliser, disposer ou traiter de l'un quelconque des produits entrant dans le cadre de cette consultation.

## 1.7 TERMES DE PAIEMENT

Le paiement sera effectué seulement après l'acceptation du travail par l'UNICEF. Les termes de paiement constituent le paiement de la partie incontestée de toute facture "30 jours Net", après réception de la facture et acceptation des services rendus. Les Soumissionnaires peuvent proposer des remises pour un paiement anticipé, c'est-à-dire un paiement dans une période de temps donnée, plus courte que la durée standard de paiement de l'UNICEF qui est de 30 jours Net.

## 2. INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

### 2.1 MARQUAGE ET RENVOI DES PROPOSITIONS

**Les Propositions doivent être envoyées par voie électronique à l'adresse : [burundisupply@unicef.org](mailto:burundisupply@unicef.org) au plus tard le 1er Octobre 2021 à 16h00 , heure de Bujumbura (GMT+2) tel qu'indiqué à la Page 1 du présent document.**

Avec la référence : " **LRPS-BRD-2021-9169939 - Service de consultance pour l'Analyse du Marché de l'Assainissement et de l'Hygiène au Burundi** "

### 2.2 DUREE DE RECEPTION DES PROPOSITIONS

Les propositions reçues avant l'heure et la date indiquées de clôture seront sécurisées par l'UNICEF jusqu'au délai indiqué de soumission des Propositions, moment auquel le Responsable de la Section des Soumissions ouvrira les Propositions et aucune Proposition reçue par la suite ne sera examinée.

L'UNICEF n'endossera aucune responsabilité en cas d'ouverture anticipée d'une Proposition qui n'est pas dûment adressée ou identifiée.

### 2.3 SÉANCE DE QUESTIONS & REPONSES

Aucune conférence des soumissionnaires n'est prévue. Toutes questions ou demande de clarifications relatives à la présente Demande de Propositions peuvent être envoyées à l'adresse [Burundi\\_Supply@unicef.org](mailto:Burundi_Supply@unicef.org) et copie à [kabatcho@unicef.org](mailto:kabatcho@unicef.org) et [iirakaza@unicef.org](mailto:iirakaza@unicef.org) au plus tard **le 28/09/2021.**

### 2.4 MONNAIE DES PROPOSITIONS

Les Propositions financières doivent être libellées en Dollars Américain (USD).

### 2.5 ERREUR DANS LES PROPOSITIONS

Les Soumissionnaires doivent examiner tous les calendriers et toutes les instructions concernant le travail demandé. Ne pas le faire est au risque du Soumissionnaire.



## 2.6 DEMANDE D'INFORMATION

Toutes les demandes de clarification formelle ou de renseignements sur cette demande de propositions doivent être soumises par écrit à l'adresse électronique : [Burundi\\_Supply@unicef.org](mailto:Burundi_Supply@unicef.org) et copie à [kabatcho@unicef.org](mailto:kabatcho@unicef.org) et [iirakaza@unicef.org](mailto:iirakaza@unicef.org) au plus tard **le 28/09/2021**.

Seules les demandes d'information écrites seront examinées. Veuillez-vous assurer que le message par courrier électronique comporte le numéro de référence de la consultation.

Il est important de noter que si une question est jugée revêtir un intérêt commun pour tous les Soumissionnaires éventuels, les réponses seront partagées avec tous.

## 3. CRITERES D'EVALUATION DES PROPOSITIONS

### 3.1 PROCESSUS D'EVALUATION

Le processus d'évaluation établi et les étapes de finalisation de cet achat sont les suivants :

- (a) Conditions Obligatoires de la Demande de Proposition. L'UNICEF n'évaluera que les Propositions ayant rempli les conditions obligatoires définies à la section 3.2 ci-dessous.
- (b) Evaluation Technique des Propositions. Les Propositions qui ont obtenu la note minimum pour réussir à l'examen technique passeront à l'évaluation commerciale.
- (c) Evaluation de la Proposition Financière. La Proposition la moins-disant recevra la note totale donnée aux Propositions financières à savoir 30 points.
- (d) Recommandation. La recommandation d'octroyer le contrat sera basée sur la meilleure combinaison de la note technique et de la note financière.
- (e) Sélection finale et contrats. Sur la base du résultat final de l'évaluation, des négociations de contrats peuvent être initiées avec un ou plusieurs Soumissionnaires sélectionnés.

L'équipe d'évaluation de l'UNICEF sera composée du personnel technique de l'UNICEF. L'équipe d'évaluation évaluera d'abord chaque Proposition pour vérifier sa conformité aux exigences de cette demande.

Les Propositions qui n'auront pas rempli toutes les exigences obligatoires seront jugées non conformes et seront purement et simplement rejetées à cette étape sans autre examen. Si une proposition ne respecte pas l'un quelconque des termes et ou l'une quelconque des conditions contenu (e) dans cette sollicitation y compris la fourniture de toutes les informations demandées, elle pourrait être disqualifiée après un examen approfondi.

### 3.2 GRILLE D'EVALUATION GLOBALE

Chaque Proposition sera évaluée par rapport à une allocation pondérée de 70 % pour les propositions techniques et 30% pour la proposition financière. Le total maximum de points qu'une proposition peut obtenir est de 100.



Proposition Technique	Proposition de Prix
70 points	30 points

L'équipe d'évaluation de l'UNICEF sélectionnera la Proposition qui est de haute qualité, qui est claire et qui remplit les exigences définies tout en présentant la meilleure combinaison de notes techniques et de notes commerciales. Pour une répartition plus affinée et un calcul des points, veiller vous référer aux sections 3.4 – 3.6 ci-dessous.

### 3.3 EVALUATION TECHNIQUE

#### [EVALUATION TECHNIQUE]

- Evaluation des pièces administratives:** conformité des documents demandés.
- Evaluation des propositions techniques :** Cette évaluation se fera suivant un système de notation par point, les rubriques à prendre en compte dans cette évaluation sont :
  - **Expérience du cabinet**
  - **Personnel affecté à la mission :** (Expérience professionnelle et qualification des consultants.)
  - **Références techniques cv , diplomes :**
  - **Compréhension des objectifs et de la mission, de la méthodologie et proposition de plan de travail**
  - **Connaissance et compréhension de l'administration publique Burundaise.**

### 3.4 CRITERES POUR REUSSIR A L'EXAMEN TECHNIQUE

Objet	Critères d'Evaluation Technique	Max. Points pouvant être obtenus
0	<b>Critères obligatoires</b> <i>Profil de l'entreprise, y compris la déclaration légale (uniquement pour les institutions)</i>	<b>Echec/ Réussite</b>
1	<b>Réponse globale</b> , par exemple la compréhension de la mission par le proposant et l'alignement de la proposition soumise au thème de référence (cahier des charges).	<b>10</b>
1.1	Exhaustivité de la réponse	
1.2	Concordance globale entre les exigences de la demande de propositions/RFP et la proposition (fournir une proposition détaillée sur base des aspects énoncés du point 3.4 au point 3.8)	
2	<b>Profil de l'institution :</b> descriptions d'analyses de marché ou de projets similaires liés à l'assainissement.	<b>20</b>
2.1	Gamme et profondeur de l'expérience organisationnelle avec des projets similaires	
2.2	Echantillons de travaux antérieurs	

2.3	Nombre de clients, taille des projets, nombre d'employés par projet	
2.4	Références du client : Noms et coordonnées de trois personnes de référence récentes.	
2.5	<p><b>Personnel clé</b> : expérience et qualifications pertinentes de l'équipe proposée pour la mission.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un diplôme de Master dans une discipline pertinente</li> <li>• Un minimum de 6 ans d'expérience pertinente dans l'évaluation du marché et familier avec le marché de l'assainissement et de l'hygiène et/ou le paysage de fourniture de services et produits en assainissement dans les pays à faible revenu.</li> <li>• Maîtrise du français et de l'anglais écrit et parlé.</li> <li>• Une expérience professionnelle pertinente en Afrique de l'Est est souhaitable</li> </ul> <p>Tout le curriculum vitae pertinent et actualisé Organigramme détaillé dans le cas d'une institution</p>	
2.6	Exemple de rédaction en français	
<b>3</b>	<p><b>Méthodologie et Approche Proposées</b></p> <p>Description de la manière dont le soumissionnaire abordera chaque élément décrit au début de la mission de la présente demande de proposition, notamment en décrivant la méthodologie, le cadre d'assurance qualité, les outils applicables et les résultats normalisés, tels que les rapports intermédiaires et finaux. Par exemple, plan de travail montrant les méthodes d'échantillonnage détaillées, plan de mise en œuvre conforme au projet.</p>	<b>40</b>
3.1	Plan de travail proposé et approche de la mise en œuvre des tâches conformément au cahier des charges, y compris les durées approximatives, les réunions sur site et hors site, les principales étapes et les principaux résultats attendus.	
3.2	Stratégies de mise en œuvre, suivi et évaluation, mécanisme de contrôle de la qualité.	
3.3	Technologies utilisées - compatibilité avec l'UNICEF.	
3.4	Une approche innovante	
3.5	Mécanisme d'assurance qualité et mesures d'atténuation des risques	
<b>TOTAL DES NOTES TECHNIQUES</b>		<b>70</b>
<b>La note technique minimum requis doit correspondre a = 70% de la note technique total (70 points) soit 49 points</b>		

### 3.5 EVALUATION FINANCIERE

Elles seront évaluées en fonction des montants des soumissions. Des vérifications arithmétiques seront effectuées, en cas d'erreur, seuls les montants corrigés seront pris en compte.

Un soumissionnaire dont la proposition n'est pas retenue ne peut contester pour quelque motif que ce soit le bien-fondé de la préférence donnée aux propositions d'un concurrent ni être indemnisé de ce fait.

La partie commerciale sera évaluée sur 30 points suivant la formule suivante :

$$\text{Score de la proposition } X = \frac{\text{Score Max. Offre financière} * \text{Prix de l'offre la plus basse}}{\text{Prix de l'offre de } X}$$

Les points d'attention pour l'analyse commerciale seront (i) hauteur du budget, (ii) clarté du budget (niveau de détail etc.), (iii) cohérence entre activités et budget, (iv) éligibilité des frais

L'évaluation finale, sera la combinaison de la note technique et financière et l'entreprise avec la meilleure note combinée sera retenue.

### 3.6 PROCESSUS DE VERIFICATION

Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des propositions, l'UNICEF peut, si elle le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur sa proposition, y compris un sous-détail des prix unitaires.

La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par lettre, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par l'Agence lors de l'évaluation des soumissions.

L'UNICEF ne divulguera pas les Propositions et les notes obtenues sauf aux Soumissionnaires, chacun en ce qui le concerne.

Pour garantir l'équité envers tous les Soumissionnaires, les critères établis d'évaluation technique et commerciale constitueront la base de l'évaluation.

### 3.7 TABLEAU DE COUTS

Il est demandé au Prestataire de services de préparer le Tableau des coûts sous forme d'une enveloppe distincte du reste de la réponse à l'invitation à soumission, comme il est indiqué dans les Instructions aux Soumissionnaires. Tous les coûts et tarifs doivent être exempts de toute taxe, l'Unicef étant exonéré d'impôts, comme indiqué à l'annexe III.

Le Tableau des coûts doit fournir une répartition des coûts détaillés. (Voir modèle ci-dessous pour référence.) Merci de bien vouloir fournir des chiffres distincts pour chaque regroupement ou catégorie fonctionnelle. Au cas où l'exécution des termes de référence nécessite un ou plusieurs pièces ou équipements, l'Unicef se réserve le droit de les acheter par le biais d'appel d'offre de proposition auquel le prestataire peut participer.

**Modèle de tableau de coûts :**

Activités/consultant	Cout unitaire	Quantité	Total (USD)
<b>Honoraires/jours</b>			
Senior international consultant			
National consultant			
<b>TOTAL</b>			
<b>Per diems*</b>			
Senior international consultant			
National consultant			
<b>TOTAL</b>			
<b>Transport**</b>			
Vols internationaux***			
Déplacements sur terrain du consultant national			
<b>TOTAL</b>			
<b>Sous Total</b>			
<b>Autres dépenses</b>			
Coûts administratifs, documentation, visas, duplication des questionnaires, communication, assurance ...			
<b>TOTAL</b>			
<b>TOTAL</b>			

---

## **ANNEXE 1 : CONDITIONS GENERALES DE L'UNICEF**

---

### **1. STATUT JURIDIQUE**

Le Prestataire sera considéré comme ayant le statut juridique d'un prestataire indépendant vis-à-vis de l'UNICEF. Le personnel du Prestataire ou ses sous-traitants ne seront en aucune façon considérée comme des employés ou des agents de l'UNICEF ou des Nations Unies.

### **2. SOURCE DES INSTRUCTIONS**

Le Prestataire ne doit ni chercher ni accepter d'instructions d'une quelconque autorité externe à l'UNICEF pour ce qui concerne l'exécution des services fournis en vertu de ce Contrat. Le Prestataire se gardera de toute action susceptible de porter préjudice à l'UNICEF ou aux Nations Unies, et remplira ses engagements en s'attachant au plus haut point à préserver les intérêts de l'UNICEF.

### **3. RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE VIS-A-VIS DE SES EMPLOYES**

Le Prestataire sera responsable de la compétence professionnelle et technique de ses employés et doit sélectionner, pour l'exécution du travail en vertu du présent Contrat, des personnes fiables qui œuvreront effectivement à l'exécution de ce Contrat, respecteront les us et coutumes locales et se conformeront aux normes de conduite morales et éthiques les plus élevées.

### **4. AFFECTATION**

Le prestataire ne doit pas affecter, transférer, prendre d'engagements ni entreprendre d'autres dispositions de tout ou d'une partie de ce Contrat, ni de quelque droit, demandes ou obligation du Prestataire en vertu de ce Contrat sans autorisation préalable écrite de l'UNICEF.

### **5. SOUS-TRAITANCE**

Au cas où le Prestataire aurait recours au service de sous-traitants, le Prestataire devra obtenir l'accord et l'autorisation préalable écrits de l'UNICEF pour tous les sous-traitants. L'approbation d'un sous-traitant par l'UNICEF ne soustrait nullement le Prestataire des obligations qu'il a prises en vertu de ce Contrat, quelles qu'elles soient. Les termes de tous les contrats de sous-traitance seront assujettis et conformes aux dispositions de ce Contrat.

### **6. ABSENCE D'AVANTAGES POUR LES FONCTIONNAIRES**

Le Prestataire garantit qu'aucun fonctionnaire de l'UNICEF ou des Nations Unies n'a reçu ni ne se verra offrir par le Prestataire quelque avantage direct ou indirect découlant de ce Contrat ou de son

attribution. Le Prestataire reconnaît que tout non-respect de cette disposition constitue une entorse à une clause essentielle de ce Contrat.

## **7. DEDOMMAGEMENT**

Le Prestataire dédommagera, protégera et défendra, à ses propres frais, l'UNICEF, ses fonctionnaires, agents et employés de et contre toutes poursuites judiciaires, réclamations et responsabilités de quelque nature que ce soit, y compris leurs coûts et dépenses, découlant d'actes ou d'omissions de la part du Prestataire, de ses employés, responsables, agents ou sous-traitants, dans le cadre de l'exécution de ce Contrat. Cette disposition s'applique, entre autres, aux demandes et responsabilités relatives à l'indemnité d'invalidité des travailleurs, à la responsabilité liée aux produits et à la nature des inventions ou appareils brevetés, au matériel de droit réservé ou à toute autre propriété intellectuelle du Prestataire, de ses employés, officiels, agents ou sous-traitants. Les obligations prises en vertu de cet Article ne deviennent pas caduques à la fin de ce Contrat.

## **8. ASSURANCE ET RESPONSABILITE CIVILE**

- 8.1** Le Prestataire souscrira et maintiendra ensuite une assurance couvrant tous les risques relativement à ses biens et à tout équipement utilisé dans le cadre de l'exécution de ce Contrat.
- 8.2** Le Prestataire souscrira et maintiendra ensuite une assurance relative à l'indemnité d'invalidité des travailleurs ou équivalent, pour couvrir les demandes en cas de blessure ou de décès dans l'exécution de ce Contrat.
- 8.3** Le Prestataire souscrira et maintiendra ensuite une assurance de responsabilité civile d'un montant adéquat pour couvrir les réclamations de tiers pour décès ou blessure ou pour perte ou endommagement de biens découlant de ou en rapport avec la fourniture de services en vertu du présent Contrat ou avec tous véhicules, bateaux, avions ou tout autre équipement appartenant à ou loués par le Prestataire, ses employés, responsables, agents ou sous-traitants qui travaillent ou fournissent des services en rapport avec ce Contrat.
- 8.4** A l'exception de l'assurance relative à l'indemnité d'invalidité, toutes les autres polices d'assurance devront :
  - (i). mentionner l'UNICEF comme assuré additionnel ;
  - (ii). inclure dans l'assurance une renonciation des droits du Prestataire à poursuivre le l'UNICEF;
  - (iii). inclure une disposition permettant à l'UNICEF de recevoir un préavis écrit de trente (30) jours de la part de l'assureur avant toute annulation ou changement de la couverture d'assurance.
- 8.5** Le Prestataire fournira à l'UNICEF sur demande, une preuve satisfaisante de l'assurance requise en vertu de cet Article.

## **9. CHARGES ET RECOURS**

Le Prestataire ne mettra pas ni ne permettra que soit joint quelque recours, saisie-arrêt ou autre charge aux dossiers de toute administration ou détenus par l'UNICEF et relatifs à des sommes dues ou à devoir pour

un travail fait ou du matériel fourni en vertu de ce Contrat, ou pour cause de toute autre demande faite à l'encontre du Prestataire.

## **10. PROPRIETE DES EQUIPEMENTS**

Les équipements et fournitures pouvant être fournis par l'UNICEF resteront la propriété de l'UNICEF, et devront lui être restitués au terme de ce Contrat ou quand le Prestataire n'en aura plus besoin. Ce matériel, au moment de sa restitution à l'UNICEF, devra être rendu dans les mêmes conditions de fonctionnement qu'au moment de sa remise par l'UNICEF, mis à part l'usure et les accrocs inhérents à son utilisation normale. Le Prestataire sera tenu de dédommager l'UNICEF si ces articles sont détruits ou endommagés pour des raisons qui ne découlent pas d'une utilisation normale.

## **11. DROITS D'AUTEUR, BREVETS ET AUTRES DROITS DE PROPRIETE**

L'UNICEF conserve les droits de toute propriété intellectuelle et autres droits de propriété, y compris, mais non limité, aux brevets, droits d'auteur et marques déposées, en ce qui concerne les produits ou documents et autre matériel qui ont une relation directe avec le présent Contrat ou qui sont préparés, produits ou recueillis pour, ou dans le cadre de, l'exécution du présent Contrat. A la demande de l'UNICEF, le Prestataire prendra les dispositions nécessaires, fournira tous les documents requis et de manière plus générale contribuera à garantir de tels droits de propriété ainsi qu'à assurer leur transfert à l'UNICEF, conformément aux exigences des lois en vigueur.

## **12. UTILISATION DU NOM, DE L'EMBLEME ET DU SCEAU OFFICIEL DE L'UNICEF OU DES NATIONS UNIES**

Le Prestataire ne doit pas faire état ou rendre public le fait qu'il travaille comme Prestataire pour l'UNICEF. De la même manière, le Prestataire ne saurait utiliser de quelque manière que ce soit le nom, l'emblème ou le sceau officiel de l'UNICEF ou des Nations Unies, non plus que toute abréviation du nom de l'UNICEF ou des Nations Unies, dans le cadre de ses affaires ou autres.

## **13. NATURE CONFIDENTIELLE DES DOCUMENTS ET DES INFORMATIONS**

- 13.1 Toutes les cartes, dessins, photos, mosaïques, plans, rapports, recommandations, évaluations, documents et toutes autres données recueillies ou reçues par le Prestataire en vertu du présent Contrat seront la propriété de l'UNICEF, devront être considérés comme confidentiels, et ne devront être remis qu'aux fonctionnaires autorisés de l'UNICEF à l'achèvement des tâches menées à bien en vertu de ce Contrat.
- 13.2 Le Prestataire ne devra à aucun moment communiquer à quelque personne, Gouvernement ou autorité extérieures à l'UNICEF que ce soit quelque information que ce soit à laquelle il a accès du fait de son association avec l'UNICEF, et qui n'est pas du domaine public, sauf s'il en a obtenu l'autorisation de l'UNICEF ; par ailleurs, le Prestataire ne devra pas non plus utiliser ces informations pour son avantage personnel. Ces obligations demeurent en vigueur à l'expiration du présent Contrat.



#### **14. CAS DE FORCE MAJEURE ; AUTRES CHANGEMENTS DE CONDITIONS**

- 14.1 Le terme de Force majeure, telle qu'entendu dans cet Article, englobe les actes de Dieu, les guerres (déclarées ou pas), les invasions, les révolutions, les insurrections ou tout autre acte de même nature ou toute autre force sur laquelle les Parties n'ont aucun contrôle.
- 14.2 En cas de force majeure, et aussi rapidement que possible après la survenue de toute cause constituant une telle situation, le Prestataire devra en informer l'UNICEF par écrit, en donnant tous les détails, si le Prestataire se trouve, à cause de ces événements, dans l'incapacité d'honorer ses engagements et de s'acquitter de ses responsabilités en vertu de ce Contrat. Le Prestataire devra également notifier l'UNICEF de tout changement dans les conditions ou de tout événement qui pourrait influencer ou serait susceptible d'influer sur sa capacité à s'acquitter de ses responsabilités en vertu du présent Contrat. Cette notification devra inclure les mesures que le Prestataire se propose de prendre, y compris toute alternative raisonnable destinée à assurer la réalisation des activités qui ne seraient pas affectées par la Force majeure. A réception de la notification requise en vertu de cet Article, l'UNICEF prendra, à sa discrétion, les mesures qu'il juge nécessaires ou appropriées en la circonstance, y compris la prolongation de la durée du Contrat afin de permettre au Prestataire de s'acquitter de ses obligations en vertu de ce Contrat.
- 14.3 Si, pour raison de Force majeure, le Prestataire se trouve en position d'incapacité totale ou partielle d'honorer ses engagements ou de s'acquitter de ses responsabilités en vertu de ce Contrat, l'UNICEF aura le droit de suspendre ou de résilier ce Contrat sur la base des mêmes termes et conditions que ceux stipulés dans l'Article 15, « Résiliation », à la différence près que le préavis sera de sept (7) jours au lieu de trente (30) jours.

#### **15. RESILIATION**

- 15.1 Chacune des parties peut résilier tout ou partie de ce Contrat pour un motif, sur préavis écrit de trente (30) jours adressé à l'autre partie. L'initiation de procédures d'arbitrage, conformément à l'Article 16 « Règlement des Différends » ci-dessous, ne devra pas être considérée comme une résiliation de ce Contrat.
- 15.2 L'UNICEF se réserve le droit de résilier sans motif ce Contrat à tout moment, sur préavis écrit de quinze (15) jours, adressé au Prestataire, auquel cas l'UNICEF devra rembourser au Prestataire tous les coûts raisonnables encourus par le Prestataire avant réception du préavis de résiliation.
- 15.3 En cas de résiliation du Contrat par l'UNICEF en vertu de cet Article, aucun paiement ne sera dû au Prestataire par l'UNICEF, sauf pour ce qui concerne les tâches et services dûment exécutés de manière satisfaisante conformément aux termes exprès de ce Contrat. Le Prestataire doit alors prendre des mesures immédiates pour achever les tâches et services d'une manière prompte et ordonnée et de manière à minimiser les coûts et les dépenses supplémentaires.
- 15.4 Dans l'éventualité où le Prestataire serait déclaré en faillite, serait en liquidation ou deviendrait insolvable, ou en cas de subrogation de ses droits à des créanciers, ou encore au cas où un Administrateur serait nommé pour cause d'insolvabilité du Prestataire, l'UNICEF pourra résilier ce Contrat sur le champ, sans préjudice de ses droits ou d'un quelconque recours qu'il pourrait avoir. Le Prestataire a l'obligation d'informer immédiatement l'UNICEF de la survenue d'un des événements décrits ci-dessus.

## **16. REGLEMENT DES DIFFERENDS**

### **16.1 Règlement à l'amiable**

Les Parties devront déployer les plus grands efforts pour régler à l'amiable tous différends, controverses ou réclamations découlant de, ou relatifs à, ce Contrat, ou à toute entorse, résiliation ou non validité du présent Contrat. Quand les Parties désirent rechercher un tel règlement à l'amiable grâce à une conciliation, celle-ci doit prendre place conformément au Règlement de conciliation de la CNUDCI, ou conformément à toute autre procédure pouvant être convenue entre les parties.

### **16.2 Arbitrage**

Si un différend, une controverse ou une réclamation découlant de, ou relatives à, ce présent Contrat, ou si une entorse, une résiliation ou une invalidité relative à ce Contrat ne sont pas réglées à l'amiable, conformément au paragraphe précédent de cet Article dans les soixante (60) jours suivant la réception par l'une des Parties de la requête de l'autre Partie quant à un tel règlement à l'amiable, un tel différend, controverse ou réclamation sera soumis par l'une ou l'autre des Parties au règlement d'arbitrage du CNUDCI, y compris à ses dispositions relatives à la loi applicable. Le tribunal d'arbitrage n'aura pas autorité pour accorder des dommages et intérêts. Les Parties seront liées par toute décision d'arbitrage rendue suite à un tel arbitrage, et la considéreront comme un jugement final de toute controverse, réclamation ou différend.

## **17. PRIVILEGES ET IMMUNITES**

Aucun élément de ce Contrat, ou relatif à ce dernier, ne sera considéré comme étant une renonciation, expresse ou implicite, des privilèges et des immunités des Nations Unies ou de ses organes subsidiaires.

## **18. EXONERATION D'IMPOTS**

18.1 La Section 7 de la Convention sur les Privilèges et Immunités des Nations Unies stipule, entre autres, que les Nations Unies et ses organes subsidiaires sont exonérés de tous impôts, à l'exception de ceux relatifs aux services d'utilité publique, et sont exonérés des droits de douane et des charges assimilées en ce qui concerne les articles importés ou exportés pour leur utilisation officielle. Au cas où une autorité gouvernementale refuserait de reconnaître aux Nations Unies l'exonération de tels impôts, droits de douane ou charges, le Prestataire devra immédiatement contacter l'UNICEF pour déterminer une procédure alternative mutuellement acceptable.

- 18.2 De même, le Prestataire autorise l'UNICEF à déduire de la facture du Prestataire tout montant correspondant aux impôts, droits de douane et autres charges, à moins que le Prestataire n'ait consulté l'UNICEF préalablement au paiement de ceux-ci et ait obtenu, à chaque fois, l'autorisation expresse de l'UNICEF pour payer ces impôts, droits de douane ou autres charges. Dans ce cas, le Prestataire devra fournir à l'UNICEF la preuve écrite que le paiement de ces impôts, droits de douane ou autres charges a été effectué effectivement et préalablement autorisé.

## **19. LE TRAVAIL DES ENFANTS**

- 19.1 Le Prestataire atteste et garantit que ni lui ni aucun de ses fournisseurs n'est engagé dans des pratiques non conformes aux droits stipulés dans la Convention sur les Droits de l'Enfant, y compris l'Article 32 de celle-ci, qui, entre autres, stipule qu'un enfant doit être protégé contre tout travail susceptible d'être dangereux ou d'interférer avec son éducation, ou qui est préjudiciable à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.
- 19.2 Toute entorse à cet engagement donnera le droit à l'UNICEF de résilier ce Contrat immédiatement après notification au Prestataire, sans frais pour l'UNICEF.

## **20. LES MINES**

- 20.1 Le Prestataire atteste et garantit que ni lui ni aucun de ses fournisseurs n'est engagé activement et directement dans des activités patentes de brevetage, de développement, de montage, de production, de commercialisation, de fabrication des mines ou d'autres activités touchant à des éléments principalement utilisés dans la fabrication des Mines. Le terme « Mines » englobe les dispositifs définis aux paragraphes 1, 4 et 5 du Protocole II de l'Article 2 annexé à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.
- 20.2 Toute entorse à cet engagement donnera le droit à l'UNICEF de résilier ce Contrat immédiatement après notification au Prestataire, sans être tenu par des frais de résiliation ou toute autre responsabilité de toute sorte de la part de l'UNICEF.

## **21. RESPECT DE LA LOI**

Le Prestataire respectera les lois, ordonnances, règles et règlements relatifs à la mise en œuvre de ses obligations en vertu du présent Contrat.

## **22. AUTORITE DE MODIFICATION**

Aucune modification ou changement de ce Contrat, aucune renonciation à quelque disposition que ce soit ni aucune relation contractuelle additionnelle de quelque sorte que ce soit avec le Prestataire ne sera valide et applicable pour ce qui est de l'UNICEF, à moins de faire l'objet d'un amendement à ce Contrat signé par un fonctionnaire de l'UNICEF dûment autorisé.

## ANNEXE 2 : MODELE DE LETTRE DE SOUMISSION

Les soumissionnaires devront remplir ce formulaire et le renvoyer dans le cadre de la soumission de leur cotation. Le soumissionnaire devra compléter ce formulaire conformément aux instructions indiquées ci-dessous. Aucune modification de format ne sera autorisée ni aucune substitution admise.

### MODELE DE LETTRE DE SOUMISSION

Date : [insérez la date de soumission]

#### Objet : « LRPS-BRD-2021-9169939 - Service de consultance pour l'Analyse du Marché de l'Assainissement et de l'Hygiène au Burundi »

Nous, soussignés, déclarons que :

- Nous proposons de fournir les biens/services au coût global de (**insérer le montant en USD**) conformément aux documents d'appel à la concurrence, y compris les Conditions Générales du Contrat de l'UNICEF ;
- Notre cotation demeurera valide pendant [insérez le nombre de jours, sachant que ce nombre ne pourra pas être inférieur à celui stipulé dans la Section I : Détails de la sollicitation, Période de validité de la cotation] jours, à compter de la date limite fixée comme date limite de soumission des cotations en vertu de la demande de cotations, et continuera à nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période ;
- Nous n'avons aucun conflit d'intérêts dans quelque activité qui nous placerait, si nous étions retenus pour cette mission, dans un conflit d'intérêts avec l'UNICEF ;
- Notre société/Cabinet confirme que ni le soumissionnaire ni les sous-traitants n'ont participé, ni été impliqués d'aucune façon, directe ou indirecte, à l'élaboration de la conception, des termes de référence et/ou d'autres documents utilisés dans le cadre de cette sollicitation ;
- Notre société/Cabinet, ses affiliées ou filiales – y compris tous les sous-traitants ou fournisseurs engagés pour quelque partie du contrat que ce soit – n'ont pas été déclarées inadmissibles par l'UNICEF, ni incluses dans les listes de fournisseurs suspendus / listes d'inéligibilité élaborées par la Division des achats des Nations Unies, par d'autres agences des Nations Unies, par le Conseil de Sécurité, et la Banque mondiale, conformément aux conditions formelles de soumission (Point A de la RFP)
- Nous adhérons aux principes du Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies, ainsi qu'aux principes du Pacte mondial des Nations Unies ;
- Nous n'avons pas déclaré faillite, ne sommes pas impliqués dans une procédure de faillite ou de mise sous séquestre et ne faisons l'objet d'aucune poursuite judiciaire qui pourrait compromettre nos opérations dans un avenir proche ;
- Nous n'avons pas offert ni comptons offrir de commissions, cadeaux ou faveurs de quelque sorte que ce soit pour cette demande de cotations et nous ne nous livrerons pas à ce genre de pratiques pendant la durée d'exécution de tout contrat adjugé à l'issue de cette demande de cotations.

Je, soussigné, certifie être dûment autorisé par [**insérez le nom complet du soumissionnaire**] à signer cette cotation et à engager [**insérez le nom complet du soumissionnaire**] dans l'hypothèse où l'UNICEF accepterait la présente cotation :

Nom : [complétez]

Titre : [complétez]

Signature : \_\_\_\_\_

Nous vous saurions gré d'indiquer le nom et les coordonnées de la personne de contact principale désignée au sein de votre entreprise aux fins des communications relatives à cette cotation :

Nom : [complétez]

Titre : [complétez]

## ANNEXE 3 : TERMES DE REFERENCE

### Service de consultance pour l'Analyse du Marché de l'Assainissement et de l'Hygiène au Burundi

#### Résumé

<b>Type de contrat (cocher la case appropriée)</b>	Entrepreneur institutionnel	<b>Cabinet de conseil international</b>	Assistance technique au PI (individuel)
<b>Titre</b>	Services de consultance pour l'Analyse du Marché de l'Assainissement et de l'Hygiène au Burundi		
<b>Objectif</b>	Conduire une étude sur le marketing de l'assainissement et de l'hygiène afin d'identifier les forces, faiblesses, les menaces, opportunités, le potentiel local, national et régional pour le Burundi d'intégrer le marketing de l'assainissement et de l'hygiène dans la politique et stratégie nationales de l'assainissement et de l'hygiène.		
<b>Type de conseil :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Basé sur le temps<sup>2</sup></li> <li>Basé sur des livrables.</li> </ul>	Basé sur des livrables		
<b>Localisation</b>	Bujumbura - Burundi		
<b>Durée</b>	12 semaines en 3,5 mois		
<b>Sous la responsabilité de</b>	Spécialiste WASH		

#### 1.0 CONTEXTE

L'UNICEF travaille dans 190 pays et territoires pour protéger les droits de chaque enfant. Depuis 70 ans, UNICEF s'efforce d'améliorer la vie des enfants et de leurs familles. La défense des droits des enfants tout au long de leur vie nécessite une présence mondiale, visant à produire des résultats et à comprendre leurs effets. UNICEF estime que tous les enfants ont le droit de survivre, de s'épanouir et de réaliser leur potentiel - au profit d'un monde meilleur. Selon, l'OMS/UNICEF (2019), 2 milliards de personnes ne disposent même pas d'un service d'assainissement de base et 673 millions de personnes dans le monde pratiquent encore la défécation en plein air. La nécessité de se concentrer sur la fourniture de services et produits est particulièrement critique dans les communautés où la défécation à l'air libre est faible mais où il y a de fortes proportions de latrines non améliorées (c'est-à-dire où la demande existe mais où la disponibilité de solutions abordables et ambitieuses en matière d'assainissement est limitée). Une meilleure compréhension du produit et du marché permettra à l'UNICEF d'influencer le marché et de plaider pour un engagement et une mobilisation des entreprises pour améliorer la situation de fourniture de services et produits et assurer un marché local durable pour les communautés sur le long terme.

Au Burundi, comme dans de nombreux pays en développement, la situation en matière d'assainissement est préoccupante. Selon le JMP 2019, 2,2 % de la population pratique encore la défécation en plein air. Cependant, seulement 46 % de la population utilise les services d'assainissement de base, ce qui signifie que plus de la moitié de la population utilise des services d'assainissement non essentiels. De plus, selon les estimations du JMP en 2019, le Burundi n'a pas fait de progrès considérables en matière d'assainissement au cours des 20 dernières années malgré les efforts déployés par le gouvernement et les différents partenaires. Cette situation reflète l'insuffisance de la mise en œuvre de la stratégie et de la politique d'assainissement existantes, pour stimuler le secteur au cours des 20 dernières années. En fait, la politique et la stratégie existantes visaient à créer une autorité locale, soit par le biais d'un service communal, soit par délégation, par des opérateurs privés ou des organisations de la société civile, et à fournir un soutien et une technologie appropriés pour assurer la durabilité des services d'assainissement aux ménages dans les communautés, mais les ménages se retrouvent eux-mêmes responsables des services d'assainissement sans soutien matériels et techniques approprié en matière de solutions d'assainissement et d'hygiène abordables et durables. Dans l'ensemble du pays et en particulier dans les zones rurales, environ 3 % des personnes pratiquent encore la défécation en plein air. Cependant, les ménages utilisent des services d'assainissement de base non améliorés et ne disposent pas de services de base pour le lavage des mains. Seulement 6% des ménages burundais utilisent des services de base de lavage des mains. Cette situation est liée au contexte de pauvreté, aux mentalités et aux conditions de vie des populations qui ont souffert des multiples crises sociopolitiques internes qui ont affecté leurs pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement.

Analyse des produits, services et du marché des produits liés à l'assainissement.

Une analyse détaillée du marché est essentielle pour quantifier la demande et les préférences en matière de produits, pour cartographier et segmenter les produits et services d'assainissement et d'hygiène disponibles, les lacunes et les besoins, et les fournisseurs (services et produits) existants et potentiels et pour évaluer la dynamique concurrentielle. Il est important d'évaluer non seulement le marché actuel des produits et services liés à l'assainissement, mais aussi la taille du marché potentiel non exploité. La segmentation du marché est nécessaire pour prendre en compte les différents niveaux de services d'assainissement et d'hygiène et les technologies correspondantes. Les entreprises/artisans doivent être évalués pour identifier/évaluer la part de marché, la concurrence, les stratégies de prix et les stratégies commerciales globales afin d'identifier les forces dominantes et les innovateurs potentiels. Pour les produits d'assainissement plus sophistiqués, une analyse d'autres obstacles tels que la propriété intellectuelle, les apports manufacturiers, les processus et une analyse rudimentaire du coût des marchandises/produits doit être effectuée pour identifier les facteurs de coût et de tarification. Ces analyses peuvent également mettre en évidence dans quelle mesure l'influence sur les fournisseurs eux-mêmes, comparée au plaidoyer auprès des gouvernements et au soutien à l'environnement favorable, peut être justifiée pour surmonter les contraintes et identifier les besoins potentiels de financement des fournisseurs. En outre, l'analyse doit également évaluer le potentiel des entreprises existantes ou des nouveaux entrepreneurs à investir dans le secteur de l'assainissement. Cela inclut les potentiels entrepreneurs locaux tels que les associations de jeunes et ou de femmes, et leur intérêt à investir dans les services d'assainissement (construction/ fourniture de dalles, superstructures, etc.) et de lavage des mains (production/ vente du savon, disponibilités et modalités dans le stockage de l'eau, etc.). L'analyse doit inclure les types de soutien nécessaires aux entrepreneurs locaux en termes d'environnement favorable, de soutien financier et technique, mais aussi le potentiel local et national existant qui peut être exploré. L'analyse doit inclure le potentiel de valorisation des produits



d'assainissement pour l'agriculture et l'énergie. Dans le cadre de l'analyse des besoins et de la demande, il sera très utile de considérer les derniers pré-carrés de défécation en plein air dans le pays, ce qui comprendra l'analyse des facteurs socio-économiques, techniques et culturels qui déterminent la disponibilité des latrines dans un ménage.

Les contraintes du marché doivent être évaluées (en utilisant les dimensions du tableau de bord des produits et des marchés de l'UNICEF - c'est-à-dire l'accessibilité financière, la disponibilité, l'adéquation du produit, la qualité, la concurrence du marché, les canaux de distribution et la sécurité du financement pour faciliter la demande). Dans le cadre de cette évaluation, les obstacles à l'engagement du secteur privé doivent également être évalués.

### Le processus de consultation

Les bureaux pays de l'UNICEF doivent utiliser leur pouvoir de rassemblement par le biais de forums de marché ou de consultations industrielles afin d'établir des relations entre le gouvernement et le secteur privé. Ces consultations peuvent être utilisées pour partager les résultats des analyses sanitaires et sociales et des analyses de marché et solliciter les réactions des fournisseurs en termes de produits disponibles et potentiels, de leurs besoins en information, des obstacles et des opportunités. Cela permettra également à l'UNICEF de mieux connaître les besoins en matière de produits et d'innovation et en tant que chef de file du secteur, de soutenir le gouvernement du Burundi dans l'élaboration d'une stratégie de marché de l'assainissement et de l'hygiène qui vise à stimuler les progrès dans le sous-secteur de l'assainissement et de l'hygiène. L'étude sera menée en collaboration avec les ministères de tutelle du sous-secteur de l'assainissement et de l'hygiène.

## 2. OBJECTIFS

L'objectif de cette Demande de Proposition de Services (DPPS) est de rechercher les services d'un groupe de consultants ou d'un bureau d'étude qualifié qui ont des connaissances dans les évaluations complexes de marché, de l'assainissement et de l'hygiène et qui sont capables d'évaluer le marché de l'assainissement et de l'hygiène au Burundi dans les délais prescrits.

## 3. ÉTENDUE DU TRAVAIL

3.1 Sous la supervision du chef de la section WASH de l'UNICEF Burundi et en collaboration avec les sections/unités de l'autonomisation des adolescents et de la résilience de la communauté, de la politique sociale et de l'approvisionnement du bureau pays du Burundi, le groupe de consultants ou bureau d'étude sera chargé d'effectuer des entretiens, des analyses documentaires et des analyses en ligne, **examen des listes et des bases de données de fournisseurs, visites des sites, évaluation du marché national, sous-national et régional de l'assainissement et de l'hygiène, y compris le lavage des mains, au Burundi**. L'évaluation comprendra une analyse complète de l'offre, de la demande et de l'environnement favorable, y compris le potentiel local pour les jeunes et les femmes entrepreneurs. L'analyse doit inclure le potentiel de valorisation des produits d'assainissement pour l'agriculture et l'énergie. Le consultant travaillera en étroite collaboration avec les parties prenantes, notamment les ministères de tutelle, à savoir le Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines (Agence Burundaise de l'Hydraulique et de l'Assainissement en Milieu Rural, la Direction Générale



de l'Eau potable et de l'Assainissement) et le Ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA (sa Direction de la Promotion de la Santé, de l'Hygiène et de l'Assainissement).

D'un point de vue opérationnel, l'intervention de l'UNICEF cible les ménages et les communautés des zones rurales et éloignées afin de réduire les disparités entre les zones urbaines et rurales et d'atteindre les groupes les plus vulnérables. Cependant, le secteur informel est très présent dans les zones rurales et est capable d'offrir des prix plus compétitifs à ces groupes vulnérables. En tant que tel, il serait intéressant de considérer également dans l'analyse le niveau inférieur (sous-national, districts, collines) et le marché informel. Les entrepreneurs et artisans locaux sont des acteurs essentiels pour la mise en œuvre à grande échelle.

L'étude nécessitera la collecte de données nationales auprès de toutes les parties prenantes, y compris les fournisseurs de services et de produits d'assainissement et de l'hygiène incluant le lavage des mains, les responsables politiques et les décideurs (ministères en charge de l'assainissement et de l'hygiène, ministère de l'économie et des finances, ministère du commerce et de l'industrie), les institutions financières, les ONGs intervenant dans le secteur EHA, les entrepreneurs et artisans locaux, les responsables communautaires et les ménages. L'approche et la méthodologie de collecte des données seront développées par les équipes de consultants ou bureau d'étude.

3.2 L'analyse du marché national permettra au consultant d'aider le bureau pays en partenariat avec les acteurs du secteur à **organiser une consultation nationale et industrielle au cours du quatrième trimestre 2021**. Le but de cette consultation est d'inviter les principaux acteurs et décideurs nationaux et régionaux du marché des produits d'assainissement et de l'hygiène à rechercher des opportunités de collaboration et à réfléchir à la manière de soutenir la réalisation de l'objectif de l'ODD 6 sur l'assainissement et l'hygiène.

3.3 Le cadre se concentre sur les marchés nationaux et régionaux de l'assainissement et de la promotion de l'hygiène incluant le lavage des mains au Burundi, avec un accent sur les produits d'assainissement des ménages (toilettes, superstructures, sous-structures, composants de latrines, etc.) et les services connexes pour l'assainissement sur place (par exemple, la vidange des fosses, la réutilisation). Une combinaison de marchés urbains/périurbains et ruraux doit être analysée. Dans le contexte urbain, les plus défavorisés et les personnes vivant dans des bidonvilles doivent être pris en compte, l'accent étant mis sur la réduction des inégalités. Les fournisseurs gravitent traditionnellement vers des marges bénéficiaires plus élevées, ce qui peut souvent être contraire à la réduction des inégalités.

Lors de l'évaluation, les aspects suivants doivent être pris en compte :

### 3.4 Demande et préférences des clients

- Le rapport Acheteur-Consommateur, évaluation de la demande potentielle du marché, y compris la définition de ce qui constitue un prix abordable par rapport à la volonté déclarée de payer (contexte de l'UNICEF : promouvoir l'équité et veiller à ce que les plus pauvres et les plus vulnérables utilisent les services d'assainissement et de l'hygiène de base), les préférences des consommateurs en matière de produits (c'est-à-dire les préférences pour des conceptions

de produits spécifiques, les caractéristiques des produits), la volonté de payer et les allocations budgétaires des ménages.

- Comprendre la demande de l'utilisateur final : dans la mesure où les besoins fondamentaux et les désirs des clients restent relativement uniformes, un client ne peut exiger que ce qui lui est familier. Les clients peuvent ne pas être exposés à certains produits et technologies et donc ne pas les demander.
- Propriétaires versus locataires : comprendre les attentes des propriétaires par rapport aux attentes des locataires (principalement dans un contexte urbain). Cela peut avoir un impact sur l'ampleur de l'investissement que le client est prêt à faire.
- Les derniers pré-carrés de défécation en plein air : comprendre les raisons et les facteurs qui déterminent le fait qu'environ 2 à 3% des personnes dans les communautés pratiquent encore la défécation en plein air. Il s'agira d'analyser les facteurs contextuels socio-anthropologiques, culturels, économiques et environnementaux qui expliquent cette pratique de défécation en plein air.

### 3.5 Paysage des approvisionnements et évaluation des produits

- Classification des groupes de produits et disponibilité existants et potentiels, y compris les produits de latrines et de lavage des mains adaptés aux enfants, aux femmes et aux personnes vivant avec handicap.
- Fournisseurs/fabricants/développeurs et prestataires de services, distribution géographique, parts de marché, modèles, tendances et innovateurs.
- Autres entités impliquées (directement ou indirectement) dans la chaîne d'approvisionnement.
- Stratégies de fixation des prix et stratégies commerciales utilisées par le secteur privé et informel déjà impliqué dans le marché de l'assainissement et de l'hygiène
- Potentiel d'innovation des fournisseurs/fabricants/développeurs (y compris toute information sur les "gammes" de produits).
- Pour les produits d'assainissement et d'hygiène les plus chers : évaluer les apports manufacturiers, les processus et le coût des marchandises - pour comprendre les facteurs de coût / prix, et les besoins de financement potentiels des fournisseurs (par exemple, pour les fonds de roulement et d'investissement), pour les fournisseurs déjà fonctionnels, utiliser les consultations avec le secteur privé comme opportunité de prendre des stagiaires, formations professionnels en faveur des jeunes entrepreneurs qui souhaiteraient se lancer dans ces domaines et quel cout ceci pourrait engendrer pour cette plus-value.
- Disponibilité à payer des ménages et coût des différentes composantes des services/ produits de l'assainissement et de l'hygiène

### 3.6 Marché et segments de marché :

- Taille/valeur du marché (par segment de produit/service), tendances de croissance du marché, répartition géographique du marché de l'assainissement, de l'hygiène et produits spécifiques.

- Canal de distribution, y compris la prise en compte de la chaîne d'approvisionnement, notamment la cartographie de la distribution nationale, le transport/l'importation, la distribution en gros et au détail ; les pièces détachées disponibles, le stock, la distribution, les infrastructures d'installation, la garantie et la formation (pour le marché de l'assainissement et de l'hygiène)
- Concurrence et dynamique concurrentielle : identification d'une concurrence saine/marché, barrières/défis à l'entrée (y compris la propriété intellectuelle), barrières à l'engagement du secteur privé, barrières politiques pour le fonctionnement et investissement du secteur privé (pour le marché de l'assainissement et de l'hygiène).

### 3.7 Environnement favorable

- Technologies innovantes et autres parties prenantes (Gouvernement et partenaires du développement) (contexte UNICEF : Comment le secteur public peut-il encourager et réglementer le secteur privé de manière qu'il puisse maximiser son rôle pour atteindre les plus pauvres avec des produits et services de haute qualité ? Tout cadre politique pertinent au sein du secteur en faveur de l'accès des plus pauvres aux services WASH, en particulier la commercialisation de l'assainissement et de l'hygiène).
- Réglementations et normes pour les produits d'assainissement et de l'hygiène, et dans quelle mesure celles-ci existent, ou sont nécessaires (par exemple, pour traiter de la qualité), et si ces réglementations (potentielles) facilitent ou limitent la concurrence.
- Autres cadres politiques, y compris les taxes, les tarifs et l'étiquetage, etc.
- Marketing, promotion et campagnes d'assainissement : initiatives existantes du secteur public ou des partenaires de développement qui font la promotion des produits et de la communication pour le changement de comportement.
- Commercialisation par le secteur privé de produits et services pertinents, y compris les maçons détaillants (prêts aux petites entreprises).
- Sources potentielles de financement et structures de financement pour les fournisseurs.
- Sources potentielles de financement pour l'auto-assistance communautaire/ménages/consommateurs (microfinancement, micro-prêts).
- Expérience de partenariat entre le secteur public et le secteur privé dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène, pourrait avoir sur les marchés locaux de l'assainissement (à faible coût), y compris sur l'accès et la concurrence, et tout apprentissage initial de ce type de partenariat avec le secteur privé.
- Sources existantes de financement du secteur privé dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène.
- Les leaders locaux / groupe d'influenceurs - existe-t-il une structure de leadership ou un groupe d'influenceurs au niveau de la province, de la municipalité ou de la commune avec lesquels le secteur privé devrait interagir avant de faire des affaires ?
- Identifier le soutien spécifique requis pour les entrepreneurs locaux/à petite échelle, y compris le renforcement des capacités.

**3.8 Analyse et recommandations :** Une analyse détaillée et des recommandations comprenant, entre autres,

les éléments suivants:

- Analyse détaillée des forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT), y compris l'identification des lacunes du marché et leur localisation.
- Marché potentiel non exploité : besoins non satisfaits et demande potentielle.
- Fenêtres politiques existantes non encore explorées.
- Incitations, telles que les prêts aux petites entreprises, les micro-prêts, le marché et le paysage de la microfinance.
- Opportunités de partenariat et modalités de partenariat avec les pionniers/innovateurs pour atteindre les objectifs du gouvernement en matière d'assainissement et de l'hygiène avec le soutien de l'UNICEF.
- Partenariats dans le secteur WASH qui pourraient aider au marketing de l'assainissement et de l'hygiène.
- Analyse des opportunités potentielles pour les associations de jeunes et de femmes et les entrepreneurs locaux sur le marché de l'assainissement et de l'hygiène.
- Analyse du soutien potentiel du gouvernement, des partenaires du secteur WASH à l'initiative des entrepreneurs locaux et initiative à petite échelle des jeunes entrepreneurs ou des associations de femmes.

## 4. PRINCIPAUX PRODUITS LIVRABLES

**4.1 Rapport** en Microsoft Word - qui comprend, sans s'y limiter, les sections suivantes :

- Le rapport doit être rédigé en français.
- Rapport de démarrage provisoire/final qui clarifiera la méthodologie, la collecte de données, les méthodes d'analyse.
- Méthodologie : Méthodes de collecte et d'analyse des données
- Détails sur les points ci-dessus dans la section " Étendue du Travail ", y compris la cartographie du cluster de marché et la cartographie de la chaîne d'approvisionnement depuis le fabricant, le commerçant jusqu'à l'utilisateur final.
- Rapport préliminaire et rapport final comprenant un résumé des résultats et des recommandations clés.

**4.2 Base de données en Excel**

- Développer une base de données (Excel) des produits d'assainissement et d'hygiène nationaux et sous-nationaux classés en groupes de produits comprenant, mais sans s'y limiter, le groupe de produits, le type de produit, le nom des fournisseurs, les points focaux, l'adresse, le téléphone, l'email, la taille de l'entreprise, le lieu, l'origine de la fabrication, le prix, la

couverture du service, les structures à but lucratif ou non et les informations sur les partenaires (locaux) éventuels.

- Développer une base de données d'associations locales de femmes ou de jeunes, et d'initiatives de petits entrepreneurs dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène.

#### 4.3 Préparation des consultations nationales et des ateliers de restitution des résultats

- Identifier les principales parties prenantes du marché national, y compris les gouvernements/ministères et les principaux acteurs du secteur privé (c'est-à-dire les fournisseurs, les fabricants, les innovateurs, les prestataires de services).
- Consultation des principaux décideurs politiques (fonctionnaires) dans le pays tant au niveau national, provincial et local
- Résumer les principales conclusions des analyses sociales, analyses en matière d'assainissement et d'hygiène et d'analyse du marché qui pourraient être partagées lors de la consultation du secteur (y compris une présentation PowerPoint).
- Demander aux fournisseurs un retour d'informations sur les produits disponibles et potentiels, leurs besoins en informations, les obstacles, les opportunités et les recommandations.
- Identifier les acteurs clés à impliquer dans l'atelier de restitution de l'étude.

#### 4.4 Assister et participer à l'atelier national de Consultation et de la restitution des résultats.

- Participer et éventuellement co-faciliter les ateliers nationaux de consultation, d'analyse et de restitution des résultats.

**N.B. :** Cette étude s'inscrit dans un cadre plus large d'analyse du marché de l'assainissement et de l'hygiène au Burundi, en collaboration avec les autres partenaires techniques et financiers intervenant dans le secteur. En particulier, cette étude en représente la première phase. Une deuxième phase de l'analyse est prévue (à travers le lancement d'une nouvelle demande de prestation de services) courant 2022, afin d'identifier les principaux déterminants dans le changement de comportement des ménages, ainsi que les stratégies de soutien/ développement du marché de l'assainissement et de l'hygiène.

## 5. LIEU ET DURÉE

- 5.1 **Durée :** 3,5 mois
- 5.2 **Date de début :** 15 septembre 2021.
- 5.3 **Lieu :** Bujumbura Burundi
- 5.4 **Temps de travail sur place :** 12 semaines sur une période de 3,5 mois
- 5.5 **Sous la responsabilité de :** Spécialiste WASH, UNICEF Burundi

## 6. CALENDRIER

Le calendrier prévu est le suivant (à titre indicatif, le consultant peut l'adapter à conditions de rester dans le temps imparti) :

- Analyse documentaire et rapport initial : 15 septembre au 15 Octobre 2021
- Visites de sites chez les principaux fournisseurs et partenaires, acteurs informels, etc. : 15-31 Octobre 2021
- Développement de la base de données : Octobre 2021
- Collecte des données auprès des consommateurs (ménages) Septembre-Octobre 2021
- Préparation de la consultation du secteur : Octobre 2021
- Consultation nationale incluant le secteur et les décideurs à Bujumbura, Burundi : Novembre 2021
- Projet de rapport et Rapport final : 15 Novembre 15 Décembre 2021

## 7. EXIGENCES EN MATIÈRE DE QUALIFICATION

Le groupe de consultants ou le bureau d'étude qualifié sélectionné devra faire preuve d'une expérience avérée dans la réalisation d'analyses de marché complexes, notamment en ce qui concerne les produits de base fabriqués et fournis localement. Une expérience liée aux marchés de l'assainissement est préférable, ainsi qu'une expérience en Afrique de l'Est.

Le groupe de consultants ou le bureau d'étude qualifié doit proposer la structure de l'équipe et les membres constitutifs ayant une expertise dans l'analyse de marché, l'engagement du secteur privé, les technologies et les marchés de l'assainissement, et les pays d'Afrique de l'Est, le cas échéant.

L'équipe de base doit être composée de:

- Expert en analyse de marché, engagement du secteur privé.
- Expert en ingénierie et technologies de l'assainissement et de l'hygiène
- Expert en marketing social ou en communication pour le développement

Spécialiste en développement de base de données. Les membres de l'équipe de base doivent avoir au moins les qualifications suivantes :

- Un diplôme de Master (BAC+5) dans une discipline pertinente (analyse de marché, marketing social, sciences sociales, eau, assainissement et hygiène).
- Un minimum de 6 ans d'expérience pertinente dans l'analyse de marché, le marketing social, l'engagement du secteur privé, l'innovation et la technologie en matière d'assainissement et d'hygiène.
- Maîtrise du français et de l'anglais écrit et parlé.

## B. ÉVALUATION DES PROPOSITIONS

1.1 Chaque proposition sera évaluée d'abord sur ses mérites techniques (y compris par rapport aux exigences légales) et ensuite sur son prix. La proposition qui obtient la note globale la plus élevée après avoir additionné les notes des propositions techniques et financières est la proposition qui offre le meilleur rapport qualité-prix et sera recommandée pour le contrat.

Les propositions seront évaluées en fonction des éléments suivants :

1.2 **Proposition Technique** : Le nombre total de points alloués aux composantes techniques est de 70.

Les évaluateurs de l'UNICEF liront la soumission et attribueront les notes conformément au tableau ci-dessous. Seuls les soumissionnaires ayant obtenu **49 points et plus** à l'issue de l'évaluation technique seront pris en considération pour l'étape de l'évaluation financière.

1.3 Les institutions (dans le cas où il s'agit d'une institution) doivent fournir un profil d'entreprise complet, y compris une déclaration légale/son agrément, sinon l'offre technique ne sera pas prise en compte.

1.4 Les offres seront évaluées sur la base de l'offre technique et des offres financières. L'offre technique est notée sur 70 points et l'offre financière sur 30 points.

Les propositions doivent comprendre des informations complètes et exactes. La proposition doit inclure, sans s'y limiter, les éléments suivants :

Objet	Critères d'Evaluation Technique	Max. Points pouvant être obtenus
0	<b>Critères obligatoires</b> <i>Profil de l'entreprise, y compris la déclaration légale (uniquement pour les institutions)</i>	<b>Echec/ Réussite</b>
<b>1</b>	<b>Réponse globale</b> , par exemple la compréhension de la mission par le proposant et l'alignement de la proposition soumise au thème de référence (cahier des charges).	<b>10</b>
1.1	Exhaustivité de la réponse	
1.2	Concordance globale entre les exigences de la demande de propositions/RFP et la proposition (fournir une proposition détaillée sur base des aspects énoncés du point 3.4 au point 3.8)	
<b>2</b>	<b>Profil de l'institution</b> : descriptions d'analyses de marché ou de projets similaires liés à l'assainissement.	<b>20</b>
2.1	Gamme et profondeur de l'expérience organisationnelle avec des projets similaires	
2.2	Echantillons de travaux antérieurs	
2.3	Nombre de clients, taille des projets, nombre d'employés par projet	
2.4	Références du client : Noms et coordonnées de trois personnes de référence récentes.	
2.5	<b>Personnel clé</b> : expérience et qualifications pertinentes de l'équipe proposée pour la mission.	



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un diplôme de Master dans une discipline pertinente</li> <li>• Un minimum de 6 ans d'expérience pertinente dans l'évaluation du marché et familial avec le marché de l'assainissement et de l'hygiène et/ou le paysage de fourniture de services et produits en assainissement dans les pays à faible revenu.</li> <li>• Maîtrise du français et de l'anglais écrit et parlé.</li> <li>• Une expérience professionnelle pertinente en Afrique de l'Est est souhaitable</li> </ul> <p>Tout le curriculum vitae pertinent et actualisé Organigramme détaillé dans le cas d'une institution</p>	
2.6	Exemple de rédaction en français	
3	<p><b>Méthodologie et Approche Proposées</b></p> <p>Description de la manière dont le soumissionnaire abordera chaque élément décrit au début de la mission de la présente demande de proposition, notamment en décrivant la méthodologie, le cadre d'assurance qualité, les outils applicables et les résultats normalisés, tels que les rapports intermédiaires et finaux.</p> <p>Par exemple, plan de travail montrant les méthodes d'échantillonnage détaillées, plan de mise en œuvre conforme au projet.</p>	40
3.1	Plan de travail proposé et approche de la mise en œuvre des tâches conformément au cahier des charges, y compris les durées approximatives, les réunions sur site et hors site, les principales étapes et les principaux résultats attendus.	
3.2	Stratégies de mise en œuvre, suivi et évaluation, mécanisme de contrôle de la qualité.	
3.3	Technologies utilisées - compatibilité avec l'UNICEF.	
3.4	Une approche innovante	
3.5	Mécanisme d'assurance qualité et mesures d'atténuation des risques	
<b>TOTAL DES NOTES TECHNIQUES</b>		<b>70</b>
<b>La note technique minimum requis doit correspondre a = 70% de la note technique total (70 points) soit 49 points</b>		

### 1.5 Proposition financière

Objet	Critères d'Evaluation Financière	Max. Points pouvant être obtenus
1	Offre financière	30

1.1	Liste complète des tarifs journaliers, forfaitaires, par produit livrable et pour le personnel déployable. (Les tarifs doivent être entièrement inclusifs et tenir compte des déplacements prévus, des frais généraux de communication, etc.) Ventilation des coûts par structure d'équipe/rôle selon l'organigramme (pour les institutions)	
1.2	Billets d'avion en classe économique (pour les firmes internationales) Ventilation des coûts par structure d'équipe/ rôle selon l'organigramme (pour les institutions)	
1.3	Autres exigences en matière de voyage (veuillez ventiler si nécessaire)	
	<b>Coût total estimé du contrat (frais de contrat proposés uniquement)</b>	<b>USD</b>
<b>TOTAL DES NOTES FINANCIÈRES</b>		<b>30</b>

1.6 Le nombre total de points alloués pour les éléments de prix est de 30. Le nombre maximum de points sera attribué à la proposition de prix la plus basse qui est reçue et qui obtient le seuil minimum de points dans l'évaluation technique. Toutes les autres propositions de prix recevront des points en proportion inverse du prix le plus bas, par ex. :

Note pour la proposition de prix X = Note maximale de la proposition de prix \* Prix du soumissionnaire le moins disant / Prix de la proposition X

1.7 La proposition qui obtient la note globale la plus élevée après avoir additionné les notes des propositions techniques et financières est la proposition qui offre le meilleur rapport qualité-prix. Tous les prix/taux indiqués doivent être hors taxes, l'UNICEF étant une organisation exonérée d'impôts.